

"Jamais on ne s'est mieux moqué de l'Assemblée nationale" dans Action (Mai 1950)

Légende: Dans les colonnes du quotidien socialiste Action, Louis Marin, député socialiste de la Meurthe-et-Moselle, s'insurge contre l'ignorance dans laquelle le gouvernement français a volontairement laissé l'Assemblée nationale tout au long de la préparation du plan Schuman et s'inquiète de la place qui y est accordée à l'Allemagne.

Source: Fondation Jean Monnet pour l'Europe, [s.l.]. Archives Jean Monnet. Fonds AMG. 1/4/16.
Action. 22.-28.05.1950. [s.l.].

Copyright: (c) Action

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"jamais_on_ne_s_est_mieux_moque_de_l_assemblee_nationale"_dans_action_mai_1950-fr-8ca3ec78-9c92-4eee-b31b-56dc038ed79d.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

Une déclaration exclusive de LOUIS MARIN

« Jamais on ne s'est mieux moqué de l'Assemblée nationale... »

Nous avons demandé à M. Louis Marin, député de la Meurthe-et-Moselle et ancien ministre, son opinion sur le « Plan Schuman ». Voici ce que M. Louis Marin a bien voulu déclarer à l'attention des lecteurs d'ACTION :

Un projet comme celui de M. Schuman n'était pas inattendu : nous entendions des discours en Amérique et en Angleterre qui réclamaient des plans analogues ; nous avons, chez nous, des hommes politiques à la tribune de la Chambre, des conférenciers notoires, des journaux qui le préparaient : ils étaient sûrs d'avance d'être acclamés par l'Allemagne occidentale et par nos alliés, mais nul n'attendait un projet de pareille envergure, engageant tant de questions sans aucune limitation ni précision, aussi menaçant pour l'avenir et les intérêts de la France. On ne s'attendait pas surtout à ce que ce soit le gouvernement français qui en prit l'initiative.

Un ancien président du Conseil célèbre pour n'avoir jamais, malgré sa haute taille, vu venir de loin les événements – témoin son attitude comme ministre des Affaires étrangères au moment du franchissement du Rhin par les troupes d'Hitler, ses extraordinaires félicitations à Hitler et à Mussolini à la veille de l'invasion de la Tchécoslovaquie et la deuxième guerre mondiale – a, contraint par l'évidence, résumé facilement la question : « La France offre spontanément, de son plein gré à l'Allemagne, ce que celle-ci nous aurait imposé si elle avait été victorieuse ! »

Nous sommes théoriquement en République et en démocratie. L'Assemblée nationale a, constitutionnellement, plus de pouvoir et de souveraineté qu'aucune autre des Chambres françaises depuis 150 ans : jamais on ne s'en est mieux moqué ! Non seulement elle n'a rien su du projet – que M. Jean Monnet nous dit avoir préparé depuis longtemps – mais aucune de nos commissions n'en a rien su : pourtant, l'armée, la marine, l'air, le commerce, l'agriculture, le travail et autres s'apercevront vite qu'il aurait fallu les consulter.

Bien mieux, la Commission des affaires étrangères avait, 12 jours avant la « bombe », voté un ordre du jour s'opposant « par avance » au combinat original qui a donné naissance au projet Schuman. Elle a voté cet ordre du jour à l'unanimité : c'est la seconde fois seulement, après 42 mois de législature, que l'unanimité se fait dans cette commission. En réponse, sans la prévenir, sans prévenir son président, son bureau ou un seul de ses membres, le ministre des Affaires étrangères lance sa « bombe ».

Pour être bien sûr de mettre les élus devant le fait accompli, il la lance à la veille de son départ pour Londres où il en saisit aussitôt la Conférence des Trois.

On apprend que ni les intéressés, les syndicats ouvriers pas plus que patronaux, n'ont été non plus consultés. C'est, en propres termes, de la diplomatie totalitaire.

On nous dit que le projet est très vague – ce qui est la vérité – et qu'il pourra être amélioré ; mais il a beaucoup plus de chance d'être empiré, parce qu'il prête aux combinaisons les plus variées ; parce que les Allemands sont particulièrement retors dans ce genre de négociations ; parce que nos alliés nous ont prouvé que, dans leur ignorance du Continent, ils soutiendraient – comme entre 1918 et 1940 – beaucoup plus l'Allemagne que nous.

Ce qui est, d'avance, certain, c'est que l'Allemagne va être considérée sur le même pied que les autres Etats ; son nazisme, ses crimes, ses massacres effroyables seront amnistiés ; comme elle le fait déjà, elle réarmera sans tarder ; sa reconstruction est, depuis 6 mois, accélérée et elle sera achevée beaucoup plus vite que la nôtre.

Grâce au fait qu'elle repart sans charges de guerre et avec très peu de charges sociales, avec une population exceptionnelle, avec les mêmes chefs sans principes moraux, mais très expérimentés, avec une race avide

d'impérialisme, de disciplines où l'esprit totalitaire et raciste règne d'autant mieux que, s'ils ont perdu, par trop de hâte, les deux guerres, ils n'entendront pas, cette fois, perdre la troisième. En tout cas, ils entreront dans l'Europe nouvelle pour la commander.

Un des résultats les plus sûrs d'un tel combinat (quelle que soit l'habileté avec laquelle on le fera) sera à coup sûr, de supprimer une très grande quantité de nos entreprises comme trop peu productives ; les guerres les ont empêchées de se moderniser ; elles n'ont plus de trésorerie ; l'Etat n'est pas assez riche pour les aider. Leur suppression entraînera un chômage croissant.

On nous parle de régler en commun les salaires, les prix, les heures de travail, les charges sociales ; de fournir des productions aux mêmes conditions, sans distinction ni exclusive à l'ensemble du monde; de relever les niveaux de vie, de favoriser des œuvres de paix et mille autres objets. Pour y arriver, on nous demande simplement de nous confier à une haute autorité composée de personnalités indépendantes : on ne nous indique pas les pouvoirs qu'on lui donnera ! Il lui faudra les pouvoirs d'un César ! Responsable devant qui ? Sous quel contrôle ? D'un inspecteur de l'O.N.U. qui fera deux rapports par an !

A première apparence, c'est Perrette et le pot au lait ! Mais Perrette ne portait qu'un peu de lait sur sa tête : le lait perdu quelques expériences de ce genre l'auraient instruite sur les dangers de la distraction. M. Schuman porte sur ses épaules « la fortune de la France », comme disaient les rois jadis : il aurait bien dû, avant de partir en voyage, s'entourer de quelques conseils... et de l'appui de gens compétents et des élus responsables : que ces derniers s'en souviennent à temps !